

Drummondville : essai d'ethnologie urbaine

Bernard Genest

Volume 16, numéro 1, 1994

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1083304ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1083304ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association Canadienne d'Ethnologie et de Folklore

ISSN

1481-5974 (imprimé)

1708-0401 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Genest, B. (1994). Drummondville : essai d'ethnologie urbaine. *Ethnologies*, 16(1), 129–148. <https://doi.org/10.7202/1083304ar>

Résumé de l'article

This article deals with an experiment in urban ethnology undertaken in Drummondville following the completion of an inventory of Quebec heritage in 1982. Realizing that the urban domain had been largely ignored, the seeds of a new project began to take root among specialists attached to the government. A pilot project was undertaken by Bernard Genest in downtown Drummondville. Interdisciplinary in nature, the project was never completed; however, in spite of this, the results gleaned from this exercise remain pertinent to the present project.

DRUMMONDVILLE: ESSAI D'ETHNOLOGIE URBAINE

Bernard GENEST

Ministère de la Culture et des Communications
Gouvernement du Québec

Introduction

D'entrée de jeu, notons que ce petit essai d'ethnologie urbaine n'est pas récent. En effet, il remonte à l'été de 1982, alors que j'étais encore rattaché à l'Inventaire des biens culturels du ministère des Affaires culturelles du Québec. Le service en question allait disparaître quelques mois plus tard à l'occasion d'une importante restructuration.

L'Inventaire des biens culturels (IBC) avait pour mission d'effectuer les études et inventaires relatifs aux biens culturels susceptibles d'être reconnus ou classés en vertu de la Loi sur les biens culturels. De 1977 à 1982, l'équipe de l'inventaire, constituée d'historiens, d'historiens d'art, d'architectes, d'analystes en architecture, d'archéologues et d'ethnologues, s'était essentiellement consacrée à une opération d'envergure, le Macro-inventaire du patrimoine québécois. Je ne m'attarderai pas ici à présenter dans le détail en quoi consistait cette opération puisqu'on a déjà beaucoup écrit sur le sujet¹. Rappelons simplement qu'il s'agissait, à partir de relevés d'enquêtes, de dégager une vue d'ensemble du patrimoine du Québec. Conçu comme une étape préliminaire devant conduire à des études plus approfondies, le macro-inventaire devait rassembler dans un court délai un minimum acceptable d'informations significatives quant à l'histoire, à l'archéologie, aux églises et œuvres d'art, au paysage architectural et au patrimoine ethnologique. Un survol photographique aérien des éléments du bâti, à basse altitude, complétait les relevés de terrain en permettant de les situer dans une perspective territoriale élargie. L'ensemble du Québec a ainsi été inventorié. Toutefois, les villes de moyennes dimensions ont, à toutes fins utiles, été exclues du processus, bien que certains repérages architecturaux aient été tentés à Montréal, Québec et Trois-Rivières (*Cartographie du cadre bâti*) et qu'une application de la méthode utilisée pour l'inventaire des phénomènes ethnologiques ait aussi été expérimentée à Saint-Hyacinthe.

1. J'ai récemment publié un article à ce sujet dans Jean-Pierre Pichette (direction), *L'œuvre du père Germain Lemieux, s.j., bilan de l'ethnologie en Ontario français*, Sudbury, Prise de parole et Centre franco-ontarien de folklore, coll. «ancrages», 1993, p. 463-480. Plusieurs textes ont également été publiés par le passé dont un guide explicatif: Bernard Genest (dir.), *Le macro-inventaire du patrimoine québécois*, ministère des Affaires culturelles, Québec, Les publications du Québec, 1985, 150 p.

L'opération de recension terminée, le ministère disposait donc d'une masse importante d'informations relatives au patrimoine de la presque totalité des régions rurales du Québec, mais de peu de renseignements portant de façon spécifique sur les milieux plus densément peuplés, à l'exception, bien sûr, de données ponctuelles et partielles recueillies au cours d'études spécifiques et d'inventaires ciblés.

C'est dans ce contexte, et à titre essentiellement expérimental, que fut entrepris le petit essai dont il est ici question. Conscients de l'inadéquation de notre approche en regard des villes, il nous semblait important d'explorer de nouvelles approches et d'autres façons de faire pour appréhender le phénomène du patrimoine en milieu urbain. Je n'exposerai ici que le volet ethnologique de cette expérience qui, dans les faits, a aussi porté sur d'autres aspects disciplinaires: l'archéologie, l'histoire, l'architecture et l'histoire de l'art.

Pourquoi Drummondville? La démarche faisait suite à la disparition irremplaçable d'une gare située en plein centre-ville. Les autorités municipales avaient décidé de faire procéder à la démolition du bâtiment qui constituait prétendument une entrave à l'amélioration du réseau routier. Cette décision fut l'objet de contestations violentes de la part des défenseurs du patrimoine et une cause de conflit entre les partisans de l'innovation et ceux de la tradition. Échaudés par cette mauvaise expérience, les édiles municipaux avaient réalisé leur erreur et demandé le soutien technique du ministère pour les aider à identifier leur patrimoine. Une évaluation globale s'avérait nécessaire. Les attentes de la ville se situaient d'abord au niveau de la planification, alors que l'IBC voyait là une occasion de développer une approche de type multidisciplinaire ajustée aux caractéristiques particulières du milieu urbain. C'est ainsi que fut constituée l'équipe de recherche regroupant des spécialistes en patrimoine². On en était encore à l'époque du «faire» plutôt que du «faire-faire» et le partenariat n'était pas encore passé dans les usages. Si les travaux entrepris ont produit des résultats concrets en archéologie, en histoire et en ethnologie, le projet n'a jamais été complété, l'équipe de l'inventaire ayant été dissoute peu après³. Ces quelques observations introductives visent à illustrer les préoccupations qui sont à l'origine de cette tentative d'ethnologie urbaine dont je veux témoigner.

-
2. L'équipe était composée au départ d'un architecte, de deux analystes en architecture, également spécialistes de la photographie aérienne, dont l'un était de surcroît historien, d'une historienne de l'art, d'une archéologue et d'un ethnologue. En cours de projet, elle fut réduite à quatre personnes seulement.
 3. Les rapports suivants ont toutefois été déposés au ministère des Affaires culturelles au cours de l'année 1982: Marthe Lacombe, «Drummondville, étude de potentiel, archéologie historique», Québec, 87 p.; Pierre Lahoud, «Historique de Drummondville», 31 p.; Bernard Genest, «Drummondville, essai d'ethnologie urbaine», 34 p.

L'approche

Rappelons que l'objectif consistait à appréhender au moyen d'une recherche de type global, le potentiel de la ville en matière de patrimoine ethnologique. Cet exercice devait se faire à l'intérieur d'un délai relativement court (quelques jours seulement) et avec des ressources humaines et techniques minimales.

Par définition, une ville n'est rien d'autre qu'un milieu géographique et social regroupant des habitants qui travaillent — pour la plupart à l'intérieur même de l'agglomération — à des activités commerciales, industrielles et administratives. L'étude diachronique des fonctions m'apparut comme la voie la plus simple pour comprendre l'organisation de la ville et pour identifier les phénomènes susceptibles de fournir un potentiel patrimonial. L'essai présente l'évolution de la ville selon trois perspectives complémentaires: ethnologique bien sûr (par l'enquête de terrain et l'enquête orale), historique (par les documents), géographique (par les cartes).

Les sources documentaires

Grâce au travail de collecte et de dépouillement des membres de l'équipe, je disposais dès le départ d'une importante documentation pour préparer mon terrain. L'historien avait déjà préalablement dépouillé les principaux fonds d'archives et rassemblé une documentation constituée de documents anciens, de cartes et de plans, de photographies d'époque. Une bibliographie préalable avait été dressée. L'archéologue avait déjà effectué une première reconnaissance des lieux et signalé quelques sites patrimoniaux intéressants. Une banque de photographies aériennes, prises à basse altitude, montraient la ville sous différents aspects, globalement ou par segments restreints⁴. Tous ces documents avaient déjà rendu possible un premier découpage ou une première délimitation des secteurs à potentiels élevés.

Le relevé de terrain

C'est le propre de la démarche ethnologique que de s'appuyer d'abord sur l'observation directe et sur le témoignage de première source pour étayer son investigation. Le point de départ de l'étude (après une période préparatoire évidement) m'apparut être la ville telle qu'elle se présentait à l'époque (1982).

4. À ces documents rassemblés pour les besoins de l'étude s'ajoutaient les rapports produits dans le cadre du macro-inventaire: Lise Cyr, «Macro-inventaire, ethnologie, rapport synthèse du comté de Drummond», 1980, 243 p.; André Parent, «Macro-inventaire, rapport historique du comté de Drummond», 1980, 89 p.; Gilles Rousseau, «Macro-inventaire, couverture aérienne du comté de Drummond», 1980, 3 tomes.

Au moyen d'outils fort simples (calepins, appareils photo, cartes et plans), j'ai donc procédé dans le secteur désigné, à un relevé photographique au sol suivi d'un inventaire des différentes utilisations des immeubles. Pour l'ensemble de la vieille ville comprise dans le quadrilatère formé par les rues Hériot, Saint-Georges, Dorion et des Forges, j'ai minutieusement noté dans un cahier de terrain la succession des différentes affectations des bâtiments. Les devantures de magasins, avec leurs vitrines et leurs enseignes fournissaient bon nombre d'informations utiles et nécessaires à l'établissement d'une cartographie préliminaire. Dans les conciergeries, les boîtes aux lettres m'ont permis de départager les fonctions résidentielles des autres fonctions. Les façades des édifices, sortes de «rideaux de scènes urbaines» ont ensuite été photographiées de façon séquentielle. Ces photos constituaient des témoignages utiles à une visualisation concrète des informations consignées dans le cahier de terrain. Le relevé s'est effectué en deux ou trois jours.

Le principal avantage du procédé était, bien sûr, de faire reposer l'étude sur un constat fiable et actuel. Il permettait aussi d'aborder de façon sensible le centre-ville, de constater de visu la nature des activités sociales et économiques qui s'y déroulaient et d'associer ces activités à des lieux physiques ou symboliques. À titre d'échantillonnage, j'ai ensuite étendu l'exercice à d'autres secteurs de la ville.

Les informations obtenues ont ensuite été transposées sur une carte et chacune des fonctions prédominantes relevées a été distinctement représentée par un symbole. Cette carte a mis en évidence la structure de la ville, son organisation et sa dynamique interne.

L'étape terrain a ensuite été complétée par une brève enquête orale, principalement auprès des membres d'une même famille. Parents et enfants ont participé avec enthousiasme à l'enquête, chacun y allant de ses commentaires. Celle-ci s'est poursuivie auprès d'un représentant du troisième âge, par ailleurs historien local bien connu. Les entretiens n'ont pas été enregistrés. J'ai plutôt consigné les informations dans un calepin pour les besoins immédiats de mon travail. Le but était de recueillir en direct des témoignages vécus sur la façon dont les Drummondvillois percevaient leur ville et la «vivaient» pour employer une expression aujourd'hui répandue⁵. L'objet de l'enquête orale étant, bien sûr, de confronter ces témoignages avec les observations faites sur le terrain pour mieux cerner et comprendre le rapport existant entre les perceptions des gens et l'occupation réelle du territoire urbain.

5. Je fais référence évidemment au projet «Vivre sa ville» de la ville de Québec. Dans le cadre d'une entente conclue entre l'Université Laval et la ville de Québec, une vaste enquête orale a été entreprise par le Laboratoire d'ethnologie urbaine afin de recueillir des témoignages auprès de personnes qui ont participé à la vie sociale et économique des quartiers les plus anciens.

Les cartes synthèses

Si le portrait ainsi obtenu contribuait à nous renseigner sur les modes descriptifs d'occupation de la ville, cela ne permettait cependant pas d'expliquer en quoi et pourquoi on semblait assister à sa déstructuration par rapport à ce qu'elle avait été un siècle plus tôt. Les photographies anciennes illustrent avec éloquence une ville dont l'aménagement reflète l'ordre, l'équilibre esthétique et un profond respect de la nature. Comment expliquer cette rupture si évidente avec le passé? Le paysage urbain contemporain conserve de nombreuses traces de l'aménagement d'autrefois, mais cet aménagement n'en a pas moins été modifié et bouleversé de façon dramatique. En remontant dans le temps, j'ai donc essayé de découvrir s'il existait une relation entre le déplacement des principales fonctions de la ville et les changements intervenus dans le paysage. Il s'agissait, de dresser une cartographie synthèse des fonctions, de suivre leurs déplacements dans l'espace et leurs variations dans le temps pour constater les changements apportés.

Ces cartes ne pouvaient être réalisées, évidemment, que sur la base de la documentation disponible. Le découpage obtenu a donc forcément ses limites puisqu'il repose essentiellement sur l'arbitraire des sources plutôt que sur une réflexion d'ordre historique. Il ne s'agit, en somme, que de repères spatio-temporels qui ont permis de représenter certains moments et certaines tranches de l'évolution de la ville.

Cinq grandes phases de développement ont été retenues. À l'exception de la première phase, pour laquelle les documents n'étaient pas suffisamment explicites, l'examen des sources documentaires et l'enquête de terrain ont permis de représenter sur cartes (au 1: 5 000) l'organisation sociale et économique de la ville pour chacune des phases.

Pour les premières périodes (les périodes antérieures à 1918), les informations provenaient de différentes sources, alors que pour 1918 nous disposions d'un plan établi par l'Underwriters Survey Bureau Limited. Les compagnies d'assurances faisaient réaliser des plans extrêmement détaillés des villes à des fins actuarielles. Ces plans donnent une image complète et précise de l'occupation du sol, des bâtiments qui s'y trouvaient, de leur utilisation et des matériaux utilisés dans leur construction. C'est d'ailleurs devant l'intérêt soulevé par le contenu documentaire de tels plans (il en existe pour plusieurs villes du Canada) que m'est venue l'idée de cartographier les fonctions urbaines de Drummondville. Confrontées aux autres sources documentaires, ces cartes devenaient très éloquentes: elles montraient l'évolution de la ville étape par étape. Les commentaires suivants résument l'essentiel des données relatives à chacune des phases:

Phase I: 1815 — L'établissement

Les pionniers de Drummondville sont des soldats britanniques licenciés à la fin de la guerre de 1812. Leur établissement sur les rives de la rivière Saint-François devait servir un projet politique. Parce que la géographie des lieux s'y prêtait, l'intention des autorités gouvernementales était de former, à la limite des cantons de Grantham et de Wendover, un établissement militaire où il serait possible aux soldats d'assurer leur propre subsistance par la pratique de l'agriculture. Le site convenait à l'élaboration du projet: la rivière assurait un accès direct au Saint-Laurent et procurait une source importante d'énergie; la forêt environnante fournissait tout le bois nécessaire à la construction des maisons; et, enfin, le sol était riche et fertile.

Comme il s'agissait de terres appartenant à la Couronne, la division du territoire était déjà chose faite lorsque les premiers colons arrivèrent à l'emplacement choisi par l'officier Frederik George Heriot, commandant du régiment des Voltigeurs, à qui le gouverneur Gordon Drummond avait confié cette mission de colonisation.

Les données, essentiellement d'ordre historique, n'ont pas permis d'établir une carte significative de cette période.

Phase II: 1816-1867 — L'implantation du village

Un an après sa fondation, l'établissement comptait entre 20 et 25 maisons et près de 500 habitants. Une route d'environ 25 milles reliait le nouveau village aux vieilles paroisses situées à l'embouchure de la rivière.

Le village se développe de chaque côté de la rue Hériot — ainsi nommée en l'honneur du fondateur — suivant un axe est-ouest. La majorité des colons sont d'origine anglaise, mais on y trouve également des Canadiens français. Les deux populations font bon ménage, à ce qu'il semble, puisque anglophones et francophones se partagent une construction qui «servait à la fois d'école, de cour de justice, de temple protestant et de chapelle catholique⁶».

Dès 1922, la construction de deux églises, l'une catholique, l'autre anglicane, est entreprise. C'est autour de ces deux églises que va se développer la petite localité. En dépit d'un incendie (1826) celle-ci va connaître une expansion lente mais progressive. En 1829, il existait «2 écoles, 2 moulins à farine, 1 carderie, 1 moulin à foulon, 3 scieries, 4 tanneries, 4 fabriques de potasse, 4 fabriques de perlasse, 2 magasins, 2 tavernes, 10 boutiques d'artisans⁷».

6. Côte Saint-Germain, *Regards sur les commencements de Drummondville*, Drummondville, Société historique de Drummondville, coll. «Les cahiers de la Société historique», n° 7, 1980, p. 22.

7. Joseph Bouchette, *A topographical Dictionary of Lower Canada*, cité dans Saint-Germain, *op. cit.*, p. 32.

La croissance urbaine de Drummondville est alors étroitement liée à l'expansion de l'agriculture. Par ailleurs, les petites industries qui commencent à s'implanter ne s'expliquent que par la nécessité de transformer sur place les matières premières extraites du sol.

Vers le milieu du XIX^e siècle, le village ne s'étendait pas au-delà du quadrilatère formé par les rues Hériot, Saint-Georges, Lindsay et l'actuelle rue Marchand. La population était d'environ 1 000 habitants. L'activité, à l'intérieur des limites de la ville, devait donc être intense: les cultivateurs venaient échanger leurs produits chez les marchands qui, en retour, leur procuraient les produits industriels. Le commerce était d'autant plus facilité que, depuis 1831, une route appelée «le chemin des commissaires» reliait Drummondville à Sherbrooke et que le service de la poste établi entre Boston et Québec passait par la petite localité. Drummondville jouissait déjà d'une situation privilégiée: elle servait de plaque tournante entre Boston, Trois-Rivières et Québec.

C'est dans la partie basse de la ville, principalement sur la rue Hériot, que se trouvait la plus grande concentration d'établissements commerciaux: marchands, hôteliers, taverniers, artisans du bois, du fer, du cuir et de la pierre qui assuraient à la population environnante comme aux voyageurs de passage des services de toutes sortes. C'est également dans la partie basse de la ville qu'on pouvait voir la plupart des habitations, alors que les principaux bâtiments institutionnels se trouvaient dans la partie haute.

Phase III: 1867-1913 — Les débuts de l'expansion industrielle

Avec le développement des voies de communication, l'amélioration du réseau routier, la construction de ponts et, surtout, l'avènement du chemin de fer, la possibilité d'atteindre les marchés extérieurs va stimuler l'expansion industrielle: «À différentes reprises durant la dernière moitié du XIX^e siècle, des entrepreneurs anglais avaient établi des industries qui contribuèrent à la croissance de la ville⁸.» Parmi ces premières industries, on trouve une tannerie (1867) située sur la rive nord de la Saint-François. Cette tannerie allait donner naissance à un petit village d'ouvriers, «village que l'on disait aussi considérable que Drummondville et que l'on appelait *village de la tannerie*⁹»; les hauts-fourneaux de la Compagnie McDougall et Cowan, qui s'élevaient près de la rivière à l'extrémité de la rue des Forges; la manufacture de voitures G. E. N. Pépin (1880), située à la rencontre des rues Lindsay et Cockburn; la Fonderie Gosselin (1883) qui a perduré jusqu'à ces toutes dernières années et dont les bâtiments occupaient un vaste terrain juste à

8. Everett C. Hughes (traduit de l'anglais par J.-C. Falardeau), *Rencontre de deux mondes, La crise d'industrialisation du Canada français*, Montréal, Boréal express, 1972, p. 64.

9. Ernestine Charland-Rajotte, *Drummondville 150 ans de vie quotidienne au cœur de Québec*, Drummondville, Éditions des cantons, 1972, p. 68.

la limite ouest du village, près de la rue Saint-Georges; et, à l'est, la scierie Henri Vassal (1888) qui employait un nombre si considérable d'ouvriers que ceux-ci formèrent un petit village autour du moulin.

Mais toutes ces industries, qui utilisaient les matières premières de la région, se mirent à périliter — à l'exception de la Fonderie Gosselin — lorsque s'épuisèrent peu à peu ces ressources. Après avoir connu pendant quelques années les avantages que procure une localité en pleine expansion, les habitants de Drummondville vécurent par la suite des années plus sombres. La population, qui atteignait près de 2 000 habitants au début des années 1890, se mit à décroître. Érigée en ville en 1888, Drummondville, après s'être donné une image conforme à son statut grâce à ses industries, à ses deux églises, à son collègue et à son couvent, à ses maisons nouvellement construites, entra dans une longue période de stagnation.

Une terrible conflagration vint s'ajouter au contexte économique difficile. Elle dévasta une bonne partie de la ville. Vers 1900, les limites de la ville se présentaient ainsi:

La rue Hériot a été prolongée jusqu'à la rue des Forges dont l'ouverture correspond à l'implantation de la Cie Mc Dougall.

Les rues Brock, Lindsay et Dorion s'arrêtent à la ligne du Canadien National, autrefois le Drummond County Railway (1886). Les rues Cockburn et Loring s'arrêtent à la ligne du chemin de fer du Canadien Pacifique.

La rue Georges, qui commence à la traverse de la rivière et forme une importante intersection avec la rue Brock, se poursuit au-delà du chemin de fer, en direction de Montréal.

La rue Marchand ou du Couvent se rend jusqu'au 3^e rang¹⁰.

À partir de 1900, diverses petites entreprises furent créées mais elles connurent un succès mitigé: «Ainsi il y eut une manufacture de cigares, puis une industrie de chaussures qui porta le nom de Drummond Shoe et de O. B. Shoe. La Canadian Match, la manufacture de corsets Gossard, la Walsh Plate and Structural Steel, la Drummond Shirt, puis la Campbell Mac Laurin qui fut en opération plusieurs années à partir de 1908¹¹.» Ces industries, pour la plupart propriétés d'anglophones, procurèrent du travail à la population ouvrière, surtout composée de francophones. Car à Drummondville, comme partout ailleurs au Québec, les Anglais apportaient les capitaux et créaient des centres d'activité autour desquels les Canadiens français se réunissaient. Ainsi, d'une certaine façon, la croissance de

10. Nicole Genêt, *Aire de protection—Maison Mitchell, Étude d'ensemble à des fins d'intervention*, Service des études et expertises, Québec, ministère des Affaires culturelles, 1982, p. 8.

11. Charland-Rajotte, *op. cit.*, p. 72.

Drummondville était plus le fait des francophones que des anglophones. De toute évidence, le Drummondville du début de siècle ressemblait encore plus à un gros village qu'à une ville. D'ailleurs, la ville et ses environs constituaient une seule paroisse. Marchands et professionnels dépendaient de la clientèle des cultivateurs des alentours et l'industrie produisait d'abord pour la consommation locale. Rappelons que le Drummondville de cette époque correspondait à ce qu'on désigne aujourd'hui comme le «Drummondville d'antan¹²».

Phase IV: 1913-1926 — Un tournant

Lorsqu'en 1915 la compagnie Southern Canada Power fait bâtir une première centrale hydro-électrique d'importance, la ville connaît un nouveau départ. La production d'énergie électrique place désormais Drummondville dans une situation très avantageuse. Déjà privilégiée sur le plan géographique, cette nouvelle ressource en fait un site favorable à l'implantation d'importantes industries. Ainsi, peu après la première guerre, une usine de poudre à canon, l'Aetna Chemical, vint s'établir à Drummondville. Plus connue sous la désignation de «La Poudrière», cette nouvelle industrie transforma la ville du jour au lendemain:

Cette industrie, avec ses deux à trois mille travailleurs venant de différents pays, a changé tout à coup l'atmosphère monotone et traditionnelle de notre petite ville qui ne fut plus jamais la même. De nouvelles places d'affaires, de nouveaux commerces, des petites industries surgirent ici et là et Drummondville connut une activité débordante¹³.

On constate alors l'éclatement des structures anciennes de la ville et la modification progressive des fonctions des différents secteurs. La zone des commerces et des activités d'affaires, qui jusque-là ne s'étendait pas beaucoup au-delà de la ligne du chemin de fer du Canadien National, s'agrandit vers le sud jusqu'à la rue des Forges. Un important quartier résidentiel se développe dans le prolongement des rues Hériot, Brock et Lindsay, à proximité d'industries relativement importantes qui s'élèvent en périphérie. L'espace urbain se trouve doublé par rapport aux anciennes limites. Par contre, le cœur de la ville demeure inchangé avec ses édifices institutionnels, ses églises, son hôpital, son bureau de poste, son palais de justice, ses banques et son hôtel, tous ces édifices étant concentrés autour d'une place publique capable d'accueillir la foule qui y afflue de toutes les directions les

12. Genêt, *op. cit.*, p. 8.

13. Charland-Rajotte, *op. cit.*, p. 73.

jours de fêtes civiles et religieuses. De même le vieux secteur commercial de la rue Hériot continue d'attirer une clientèle élargie par l'arrivée massive de travailleurs étrangers.

Le plan d'assurance établi par l'Underwriters Survey Bureau Limited montre qu'il ne restait pas beaucoup de petits ateliers en 1918. On trouve encore deux boulangeries, une laiterie, une ébénisterie, une fabrique de voitures et une sellerie.

Le secteur tertiaire se développe: trois banques reçoivent les fonds des épargnants et participent au développement des industries locales; les services publics s'organisent pour répondre aux demandes de la population; l'hôpital accueille les malades, et les églises s'occupent des besoins spirituels des deux populations. Cinq hôtels pouvaient accommoder les visiteurs; deux cinémas procuraient des moments de détente aux gens; deux magasins généraux fournissaient à ces mêmes personnes les articles, «marchandises sèches», aliments, boissons et alcools, dont ils avaient besoin. Des services plus spécialisés étaient aussi offerts en photographie, confection de vêtements, coiffure, etc. Enfin la plupart des professions libérales étaient représentées: médecine, droit, pharmacie.

Phase V: 1926 à 1982 — L'ère moderne

Drummondville connaissait déjà un certain développement: l'industrialisation amorcée au cours des dernières années avait donné un élan de prospérité. Plusieurs industries, dont la Butterfly Hosiery Company Ltd, la Dominion Silk Dyeing and Finishing Company Ltd, la Canadian Marconi, procuraient du travail à des milliers de personnes. Mais l'effort définitif allait être donné avec l'arrivée, en 1926, de la Celanese:

Dès la fin de 1926, année où vint s'établir la Celanese, la population de Drummondville passa de 6 754 personnes à 7 624: une augmentation de 870 personnes. Par ailleurs, le nombre de familles passa de 1 191 à 1 300. Cet accroissement démographique devait continuer jusqu'en 1937.

Même, en pleine crise économique qui secouait le monde entier, Drummondville connut la plus forte augmentation de population depuis sa fondation. En effet, 1 270 personnes en 1930 et 1 289 personnes en 1931 vinrent se fixer à Drummondville. Malgré une légère baisse en 1937, on peut constater que de 1926 à 1938, Drummondville passa de 7 624 à 19 376 personnes, soit une augmentation de 11 752 personnes en douze ans¹⁴.

14. Réjean Boucher, *Les 55 ans de la Celanese à Drummondville*, Drummondville, Société historique du centre du Québec inc., coll. «Les cahiers de la Société historique», n° 11, 1981, p. 25.

L'industrie s'était implantée sur une vaste étendue de terrain située à la limite sud-ouest de la ville et dans le prolongement d'un petit «village champignon» surgi quelques années plus tôt avec l'ouverture de «La Poudrière». En 1930 deux autres industries importantes vont s'installer près de la Celanese, formant ainsi un vaste complexe industriel. L'ancienne ville étant déjà saturée par les nombreuses personnes qui y avaient émigré dans les dix dernières années, une nouvelle ville allait être créée de toute pièce: Drummondville-sud. Qu'advient-il alors de la vieille ville et de son centre d'affaires? Dans *Rencontre de deux mondes*, Everett C. Hughes répond en partie à cette question:

Pour plusieurs des vieux propriétaires et des hommes d'affaires de la ville, cette croissance excentrique a torpillé les profits qu'ils escomptaient de l'expansion de la ville. D'abord, beaucoup de nouveaux venus demeurent si loin qu'ils accordent leur clientèle aux misérables petits magasins éparpillés au hasard et en beaucoup trop grand nombre dans les quartiers neufs. Et puis, un nouveau quartier commercial se dessine sur une large artère, un peu au sud et à deux coins à l'ouest de l'ancien quartier des affaires. De nouveaux commerces recherchent le centre de la population et l'ont pratiquement atteint. Le plus grand cinéma de la ville, le nouveau bureau de la compagnie de téléphone, et récemment, un nouvel hôtel de ville, se sont installés dans ce quartier commercial neuf et prospère. Quelques-uns des commerces anciens ont établi là des succursales ou s'y sont complètement transportés. Cependant, soit qu'ils se sentissent soudés par leurs propriétés immobilières dans la Basse-Ville, soit par confiance dans l'ancien quartier, soit seulement par inertie, la plupart des anciens établissements de commerce sont demeurés à leur emplacement d'autrefois, dans des édifices généralement habités aussi par une famille-propriétaire. Les établissements de la Haute-Ville sont pour la plupart des entreprises récentes, en concurrence avec les vieux marchands. Les principales banques et plusieurs des gros magasins d'autrefois restent encore dans la Basse-Ville, de même que des nouveaux, et un certain nombre de magasins à succursales. L'établissement récent de circuits d'autobus jusqu'aux quartiers éloignés de la ville et aux faubourgs a rendu plus facile l'accès à l'ancien centre. Les autobus cependant, tout autant qu'à l'ancienne rue commerciale, rendent service à la nouvelle. Tout ce jeu de bascule a son effet sur le sort de la propriété immobilière et des affaires, préoccupation réelle de l'ancienne population de la ville¹⁵.

15. Hughes, *op. cit.*, p. 72-73.

Ces commentaires portent sur le Drummondville de l'après-guerre, mais ils étaient encore pertinents en 1982 au moment de notre enquête. Sans doute est-ce dû au fait que le développement de l'industrie textile n'avait cessé de s'accroître jusqu'en 1945, alors qu'il s'était considérablement ralenti par la suite, le visage de la ville étant resté pratiquement inchangé depuis.

C'est aussi ce que suggère l'examen de la carte des fonctions de cette période. On constate que le développement de Drummondville a suivi un modèle partout repris en Amérique du Nord. Sauf que dans son cas l'expansion précipitée et brutale a accentué à l'extrême les traits qui caractérisent habituellement l'évolution des villes modernes.

Drummondville apparaît donc comme une ville multifonctionnelle dominée par l'industrie manufacturière. Son économie est mixte: on y trouve des industries qui produisent des biens de consommation dont la distribution atteint des marchés éloignés, mais aussi des entreprises qui fournissent des services à la population urbaine et à la population agricole des petites localités environnantes. On y trouve aussi plusieurs services publics et administratifs régionaux.

Ses industries manufacturières (190 selon l'inventaire industriel de 1979 du ministère de l'Industrie et du Commerce) fabriquent des biens aussi variés que des tissus, du papier, des pièces de machinerie, des fils naturels, des produits d'éclairage, des produits électriques, des bicyclettes, des bâtons de hockey, des vêtements, des tapis, des réfrigérateurs, et des crayons.

C'est une ville ouvrière dont les fonctions régionales et les pôles de développement se trouvent cependant limités par la proximité de Montréal. Comme c'est le cas dans la majorité des villes à vocation manufacturière, les zones industrielles de Drummondville se trouvent situées en périphérie du centre-ville, près des chemins de fer du Canadien Pacifique et du Canadien National ou près du principal axe routier reliant la ville à Sherbrooke par le sud (autoroute 55) et l'autoroute Montréal-Québec par le nord (autoroute 40).

L'examen de la carte synthèse suggère plusieurs observations. On constate que les secteurs résidentiels ont été repoussés en dehors de la zone ancienne bien que dans ses prolongements. Par exemple, un nouveau quartier est venu se greffer à l'ancien quadrilatère formé par les rues Brock, Saint-Georges, Dorion et Marchand, où l'on trouvait autrefois les maisons des notables, industriels et professionnels. Un toponyme populaire a été créé pour désigner ce quartier, le «golf». Il est de bon ton à Drummondville d'habiter le «golf». Ce secteur est parfaitement homogène, ce qui n'était pas le cas de l'ancien secteur résidentiel. Autrefois les gens d'affaires et les professionnels habitaient tout près du centre-ville. Ceux-ci ne voulaient pas s'éloigner de leurs commerces et de leurs entreprises, et parfois ils habitaient les lieux mêmes où ils exerçaient leur profession. Ces résidences bourgeoises sont aujourd'hui ou bien transformées en maison de rapport, ou bien utilisées comme immeubles à bureaux. Sur la rue Lindsay par exemple, où logeaient de nombreux bourgeois, on trouve aujourd'hui

des bureaux d'avocats, de notaires et de médecins. C'est également sur cette rue que se trouvent les principaux salons funéraires de la ville. Ils avoisinent les restaurants sans que cela ne dérange aucunement la clientèle.

À l'autre extrémité de la ville, on trouve un autre secteur résidentiel. Celui-là n'est pas récent puisqu'il remonte au début du siècle. Mais alors qu'il était autrefois homogène, il est aujourd'hui parsemé de commerces. En fait, la fonction résidentielle cède inexorablement la place à la fonction commerciale. Ce phénomène est surtout évident sur la rue Lindsay qui, depuis plusieurs années déjà, fait concurrence à la rue Hériot avec ses magasins, ses restaurants, ses services financiers, ses services administratifs. Ce deuxième quartier commercial se prolonge jusqu'au boulevard Mercure. Il constitue apparemment, par les activités qui s'y déroulent, un deuxième centre-ville, mais en réalité il n'est que le prolongement de la haute ville par opposition à l'ancien secteur commercial de la basse ville. Le vrai centre-ville, le noyau principal qui est aussi le noyau historique, n'a jamais cessé d'être au cœur des activités névralgiques, qu'elles soient commerciales, financières, récréatives ou religieuses. Des gens s'y pressent à chaque heure du jour, créant un mouvement incessant. Pour la population de Drummondville, comme l'ont confirmé les enquêtes orales, «aller en ville», c'est se rendre au centre-ville, c'est-à-dire au parc Saint-Frédéric. On y passe pour aller «magasiner» sur la rue Hériot, pour aller à la banque, à l'église, pour aller acheter ses cigarettes ou son journal à la tabagie du coin, pour aller au restaurant, au cinéma, dans les bars. En été, on ira s'asseoir sur un banc du parc simplement pour profiter du beau temps. Depuis toujours, la place Saint-Frédéric est un lieu social important: la fanfare, autrefois, y donnait des concerts à l'abri dans un petit kiosque. C'est de là que partaient toutes les parades, toutes les processions. C'est là que s'organisaient les rassemblements politiques. C'est là, aussi, que se retrouvaient les amoureux après la messe du dimanche. Aujourd'hui encore, la place possède une certaine force d'attraction, même si la plupart de ces activités n'ont plus cours.

Quant au vieux secteur commercial de la rue Hériot, il demeurait, au moment de l'enquête, très animé en dépit de la concurrence des marchands de la haute ville et des centres commerciaux. Bien que ce secteur ne soit pas très étendu, il renferme encore de nombreux commerces, quelques services financiers et professionnels. La fonction résidentielle n'est pas complètement évacuée, puisque les immeubles commerciaux abritent aux étages supérieurs des logements.

L'inventaire de terrain effectué en 1982 renseigne sur les services offerts à la population. Ainsi dans le secteur administratif on trouvait trois banques et une compagnie de prêts; dans le secteur commercial, un hôtel, une vingtaine de boutiques de vêtements, quatre magasins de chaussures, un fourreur, quatre bijouteries, deux magasins d'articles en cuir, un magasin de meubles, une librairie, un magasin d'instruments de musique, un magasin d'articles de sport, un magasin d'appareils audio-électriques, un magasin de peinture, une boutique

de laine, un Woolworth (articles divers), une épicerie; dans le secteur professionnel, un cabinet de médecin, trois pharmacies, un salon de coiffure pour hommes, un salon de soins esthétiques, une agence de voyages, un courtier en assurances. C'est donc le secteur commercial qui l'emporte et, plus précisément, le commerce des vêtements.

En plus de la concurrence des marchands de la haute ville, il existe d'autres centres d'affaires répartis sur l'ensemble du territoire urbain. Comme partout ailleurs évidemment, les centres commerciaux détournent une bonne partie de la clientèle du centre-ville. Mais ce qu'il faut retenir c'est le pouvoir d'attraction du centre-ville qui, en dépit de la polarisation des activités commerciales, continue (ou plus exactement «continuait» au moment de l'enquête) d'attirer le public. Dans l'esprit des Drummondvillois le centre-ville représente toujours un espace social et économique important auquel ils demeurent, par tradition, attachés comme à une sorte de point de ralliement. Sur le plan de la vie sociale, par exemple, les églises (catholiques et protestantes) sont des éléments qui symbolisent la continuité et la stabilité. Bien sûr, l'église anglicane constitue plus que jamais «un monument archaïque battu par le temps¹⁶» alors que l'église catholique est moins florissante que par le passé, mais elle est toujours fréquentée. On trouve peu d'édifices vraiment importants à Drummondville. Ceux qu'on trouve sont pourtant situés sur la place ou à proximité. Il s'agit principalement de l'immeuble de la Banque nationale au coin des rues Marchand et Lindsay, seul édifice en hauteur de la ville, et celui de la Caisse populaire, occupant l'espace compris entre les rues Hériot et Brock. Les institutions scolaires se sont déplacées mais sont demeurées à proximité du centre-ville. Les anciens collèges, les anciens couvents, les anciennes écoles ont fermé leurs portes, mais d'autres sont apparus à proximité des secteurs résidentiels de la haute ville. Un campus important s'est développé près de la rivière et dans le voisinage de l'hôpital Sainte-Croix, alors qu'à l'ouest on comprend vite pourquoi la rue des Écoles a ainsi été nommée: on en compte en effet au moins quatre d'affilée.

Les étapes subséquentes

La recherche de 1982 a essentiellement porté sur le centre-ville. Ses résultats, bien que limités, ne sont pas négligeables. Elle nous a permis d'effectuer certains constats qui aident à comprendre l'évolution de la ville et son aménagement, tout en nous faisant découvrir certaines évidences sur le plan patrimonial. Mais l'exercice, pour être complet, devait être poursuivi. D'une part, une enquête plus approfondie portant sur quelques-uns des phénomènes relevés au cours de l'enquête était prévue. Tant sur le plan ethnologique que sur le plan architectural,

16. Hughes, *op. cit.*, p. 46.

certains éléments présentant un potentiel patrimonial intéressant sont apparus. C'était d'ailleurs là un des objectifs de la démarche que de nous amener à identifier non seulement des ensembles et des segments de rue mais aussi des éléments isolés significatifs. L'identification de ces éléments présentant un caractère patrimonial particulier ne constituait qu'une étape dans le processus d'analyse. Une deuxième phase était prévue, davantage orientée dans le sens d'un approfondissement des phénomènes identifiés au cours de la première phase.

Certains de ces phénomènes ont effectivement été approfondis, à titre expérimental, tels un salon de barbier, une ancienne boulangerie, une ancienne cordonnerie, un petit restaurant de quartier, une tabagie. La démarche aurait alors pris la forme d'un inventaire de reconnaissance, c'est-à-dire d'un relevé photographique détaillé qui devait être effectué tant à l'intérieur des lieux qu'à l'extérieur. Une enquête orale à l'aide du magnétophone devait documenter à la fois le site et l'activité et, du même coup, enregistrer les perceptions et les visions des citoyens qui modèlent et habitent la ville. Il s'agissait, en somme, d'ouvrir un dossier sur des éléments qui nous paraissaient, sur la base des études préliminaires, appartenir au patrimoine de Drummondville, d'approfondir notre connaissance de ces éléments et de les mettre en perspective avec la problématique d'ensemble.

D'autre part, il est évident que l'exercice aurait dû s'étendre à l'ensemble de la ville. Chacune des paroisses qui se sont greffées au noyau ancien a donné naissance à de «nouvelles constellations d'affaires et d'entreprises sociales» comme, déjà, le soulignait Hughes en 1945. Il aurait été intéressant de faire ressortir, par une enquête de type extensif, les liens qui rattachent ces nouvelles parties excentriques de la ville à son centre historique. Qui est seulement passé par Drummondville connaît l'importance du boulevard Saint-Joseph, cet axe nord-sud qui coupe la ville en deux. Le développement commercial en bande s'est fait de façon si intense qu'on peut croire qu'il s'agit là du centre de la ville. Pendant des années (au moment où je poursuivais mes études à Laval), j'ai moi-même traversé cet axe longitudinal pour me rendre dans les Cantons de l'Est, sans même imaginer un instant qu'il existait, à Drummondville, un véritable centre-ville.

Conclusion

L'exercice demeure incomplet dans la réalisation des différentes étapes de la démarche comme dans ses résultats. La deuxième phase de l'enquête ethnologique ne se réalisa pas; les différents volets disciplinaires ne furent jamais intégrés; aucun document synthèse ne fut produit. Mais en dépit de l'inachèvement du projet et des années qui se sont écoulées depuis sa réalisation, je demeure convaincu que l'approche était valable et qu'elle pourrait, moyennant quelques réajustements, être appliquée ailleurs. En plus d'être une technique d'inventaire

utile (et il ne faut pas oublier qu'il s'agissait là de sa finalité première), la formule permet de situer les phénomènes par rapport à leurs contextes, tout en faisant ressortir les rapports existants entre le citoyen et son milieu.

Au moment où l'on accorde une place prépondérante aux phénomènes patrimoniaux dits «vivants», c'est-à-dire au caractère dynamique des pratiques culturelles d'ordre social et économique, l'approche devrait se révéler intéressante parce qu'elle repose sur l'observation directe de faits actuels et qu'elle prend en considération à la fois les aspects immatériels et matériels de ces faits et phénomènes.







